



**Vendredi 13 juin 2014, de 9h30 à 17h**

**« Guerres, Empires et migrations »**

*Atelier organisé par le pôle « L'État en action » du Centre d'histoire sociale du XXe siècle  
(UMR 8058, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne / CNRS)*

en partenariat avec le Musée de l'histoire de l'immigration

*Les guerres sont presque toujours accompagnées de déplacements de population massifs, qu'ils soient dus à l'avancement des combats, aux conséquences de la gestion politique des espaces ou aux besoins d'un empire en guerre. Dès lors, les circulations de temps de guerre sont souvent lues, par les acteurs comme par les historiens, sur le mode de l'exception. Or elles voient bien souvent naître des flux de populations pérennes et sont l'occasion d'innovations institutionnelles durables qui affectent particulièrement les modes de circulation entre la métropole et les différents éléments de l'empire. Un premier atelier, organisé en mars 2013 par le pôle « L'État en action » du Centre d'Histoire Sociale du Vingtième siècle (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne / CNRS) avait réuni des spécialistes des guerres, du fait migratoire et de l'Empire français. Ce second atelier poursuit la réflexion sur le cas français sans pour autant s'y limiter.*

**Matinée : 10h-13h**

**Michel Bruneau** - Directeur de Recherche émérite au CNRS-Bordeaux

***Les Grecs d'Asie mineure face aux guerres (1914-1922)***

Discutante : **Anouche Kunth** - Post-doctorante à Migrinter (UMR 7301), Fondation Calouste Gulbenkian

Cette communication propose d'analyser les migrations forcées des Grecs d'Asie Mineure dans le cadre de la politique dite d'« ingénierie démographique » du Comité Union et Progrès (Jeunes Turcs) entre 1914 et 1918 en vue de la construction d'un Etat-nation turc ethniquement homogène, pendant la Première Guerre mondiale et à la suite de la guerre gréco-turque (1920-1922). Ce travail, nourri par les recherches publiées très récemment par des chercheurs turcs, s'intéressera plus particulièrement à la politique des Jeunes Turcs.

**Jean-Pierre Bat**- Chargé d'études aux Archives nationales de France.

***Les guerres coloniales et les migrations de soldats et policiers***

Discutant : **Emmanuel Blanchard** - Maître de conférences en science politique, CESDIP, UMR 8183 (CNRS-Ministère de la Justice-Université Versailles Saint Quentin)

Cette contribution se propose d'insister sur les expériences de guerre (quel fut, par exemple, l'impact d'engagement sur les théâtres malgache et indochinois entre 1946 et 1954 ?), la fabrique d'un savoir militaire anticommuniste (notamment autour de la contre-

insurrection) et, enfin, s'interrogera sur l'existence d'une communauté d'acteurs policiers et militaires.

**Jim House** – Maître de Conférences, University of Leeds (Département d'études françaises)

***La ville dans la guerre : les migrations vers Alger, 1954-1962.***

Discutante : **Sylvie Thénault** - Directrice de recherche CNRS, Centre d'histoire sociale du XXe siècle (UMR 8058, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne / CNRS

La guerre d'indépendance algérienne a généré d'importantes migrations de fuite vers les villes depuis les régions de l'intérieur sujettes aux campagnes de « pacification ». Toutefois, tant les modalités que les retentissements de ces déplacements restent peu étudiés : en s'appuyant à la fois sur des sources archivistiques et orales, cette intervention examinera l'impact social et politique de ces migrations vers les quartiers populaires (notamment bidonvilles) de l'agglomération algéroise entre 1954 et 1962 tant sur les migrants et les habitants mieux établis de ces quartiers que sur les autorités coloniales. Ce phénomène est également observable dans les bidonvilles de Nanterre à la même époque, question qui sera brièvement abordée à titre comparatif.

**Après-midi : 14h30-16h30**

**Peter Gaida** - Ex-maître de conférences pour des études de la France et de la Francophonie à la faculté des langues romanes de l'Université de Brême.

***Vichy et les travailleurs étrangers***

Discutant : **Laurent Dornel** - Maître de conférences à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, ITEM (EA 3002), actuellement en délégation au CHS.

Durant la Seconde Guerre mondiale, de milliers de français, étrangers et « indigènes » ont connu le travail obligatoire soit pour l'occupant soit pour le régime de Vichy. Cette contribution proposera d'étudier les étrangers incorporés par Vichy dans des « Groupements de travailleurs étrangers » (GTE) ainsi que les différentes formes de travail obligatoire imposé aux sujets coloniaux sur le sol français durant la Seconde Guerre mondiale.

**Natacha Lillo** - Maîtresse de conférences en Civilisation espagnole contemporaine à Paris Diderot – ICT)

***1915-1918 L'essor décisif de l'immigration espagnole en France***

Discutante : **Marie-Christine Volovitch-Tavares** - Historienne, vice-présidente du CERMI (Centre de Recherches sur les Migrations Ibériques)

En 1911, la France comptait 106 000 Espagnols, principalement installés dans les régions frontalières. En 1921, ils étaient 255 000, davantage répartis sur le territoire, et leur nombre ne cessa d'augmenter jusqu'en 1931. L'appel d'air de la Première Guerre mondiale fut donc décisif dans l'établissement de cette colonie. En effet, malgré les réticences de leur gouvernement, nombre d'Espagnols émigrèrent à partir de 1915 pour aller s'embaucher dans l'agriculture et, dans une moindre mesure, dans l'industrie. Nous étudierons cette question à travers les exemples des Pyrénées-Orientales, de l'Hérault, de la Gironde et de la Seine.